



Tana High-Level Forum
on Security in Africa



IPSS



PRÉ-TANA FORUM DE CONSULTATION DES JEUNES

Transformer les systèmes alimentaires: Innovations des jeunes pour une paix et une sécurité durables

12 Août 2021 | Conférence

Virtuelle

Rapport des conclusions

 **TANA FORUM**

 **unesco**

Pre Tana Youth Consultation Forum

**Transforming Food Systems:
Youth Innovation for Sustainable
Peace and Security**

 12 August 2021

 10:00 AM-3:30 PM (GMT +3)

 Virtual-Zoom

25-29 October
Bahir Dar, Ethiopia

Managing Security
Threats: Building Resilience
for the Africa We Want

2(10)21
years

#tanaforum | tanaforum.org

1. INTRODUCTION

La 10^{ème} édition du Forum de Haut niveau de Tana sur la sécurité en Afrique se tiendra du 25 au 28 Novembre 2021 à Bahir Dar en format hybride sous le thème "*Gérer les menaces sécuritaires : Construire la résilience pour l'Afrique que nous voulons*". Dans cette optique, le Secrétariat a organisé un forum de consultation des jeunes qui a permis aux jeunes Africains de s'engager et de se mobiliser sur le thème du Forum de Tana et sur les questions liées à la jeunesse. La journée de la jeunesse a été célébrée au niveau international le 12 août 2021 sous le thème "*Transformer les systèmes alimentaires : Innovation des jeunes pour la santé humaine et planétaire*". C'était l'occasion idéale pour organiser le forum de consultation des jeunes pré-Tana sur l'une des menaces auxquelles l'Afrique est confrontée aujourd'hui, à savoir l'insécurité alimentaire. Le Secrétariat du Forum de Tana, en partenariat avec l'UNESCO, a donc organisé un forum régional de consultation des jeunes sur le thème "***Transformer les systèmes alimentaires : L'innovation des jeunes pour une paix et une sécurité durables***" qui résonnait à la fois avec le thème de la journée internationale de la jeunesse et avec le Forum de Tana de cette année.

2. CONTEXTE

Avec 60 % de la population totale âgée de moins de 25 ans, l'Afrique est le continent le plus jeune du monde. Les Nations unies prévoient que d'ici 2050, la population mondiale augmentera de 2,5 milliards de personnes et que les jeunes représenteront la moitié de la population mondiale en 2050. Avec l'augmentation rapide des populations, assurer la sécurité alimentaire nécessite de plus en plus des solutions et des technologies innovantes. Depuis l'année 2014, l'Afrique a connu une prévalence de la sous-alimentation et aujourd'hui, près de 256 millions de personnes sur le continent africain souffrent d'une insécurité alimentaire sévère avec, 20 % de la population qui souffre de sous-alimentation. Bien plus, près de 400 millions de personnes sont en insécurité alimentaire modérée et manquent d'un accès régulier à des aliments nutritifs et suffisants.

Outre les phénomènes météorologiques liés au changement climatique, les ralentissements et les retournements de conjoncture, l'instabilité politique et sociale, y compris les conflits et la mauvaise gouvernance, sont les causes de l'insécurité alimentaire actuelle en Afrique. En particulier, sur un continent où les moyens de subsistance de millions d'hommes et de femmes dépendent de l'agriculture, l'émergence de conflits et d'instabilité entraîne des changements dramatiques et graves dans leur vie. Les conflits détruisent les systèmes alimentaires, déciment les cultures et les ressources en bétail, et entraînent la perte d'actifs et de revenus. Les crises post-électorales ont leur propre effet sur la disponibilité, l'accessibilité et l'accessibilité des aliments, une question qui n'a pas reçu l'attention suffisante qu'elle requiert. Les élections peuvent déboucher sur des crises et des impasses qui empêchent les agriculteurs d'accéder à leurs exploitations et intimident les citoyens pour qu'ils ne se rendent pas sur les marchés. Les conflits déclenchent l'insécurité alimentaire, la malnutrition et la faim qui, à leur tour, intensifient les conflits, en particulier dans les États

fragiles. Les conflits violents ralentissent l'agriculture, détruisent les infrastructures et les marchés, ce qui nuit à la capacité de produire, d'acheter et de vendre de la nourriture. L'accès à la nourriture est également de plus en plus utilisé dans les situations de conflit comme un art intentionnel de la guerre

De même, la sécurité alimentaire joue un rôle essentiel dans le maintien de la prévention et de l'atténuation des conflits, des efforts de consolidation de la paix et la consolidation de la paix peut renforcer la sécurité alimentaire. La sécurité alimentaire renforce l'unité sociale, s'attaque aux moteurs des conflits et renforce l'authenticité des gouvernements. La sécurité alimentaire est importante pour assurer la réintégration durable des ex-combattants dans la vie civile et les moyens de subsistance en temps de paix, en évitant le risque qu'ils reviennent aux moyens de guerre pour se procurer de la nourriture. La faim peut également affaiblir la paix en aggravant l'anxiété et les griefs existants, en faisant reculer les efforts de consolidation de la paix et en ravivant la violence.

Ainsi, pour que l'Afrique aille de l'avant, comme l'a déclaré S.E. Josefa Leonel Correia Sacko, la Commissaire de l'Union africaine à l'Économie rurale et à l'Agriculture, lors d'un événement parallèle de haut niveau qui s'est tenu le 8 février 2020 en marge du 33^{eme} Sommet de l'Union africaine (UA) sous le titre "Main dans la main dans les partenariats pour le maintien de la paix par l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Afrique", organisé conjointement par la République fédérale démocratique d'Éthiopie, la Commission de l'Union africaine (CUA) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), "nous devons créer des mécanismes plus solides reliant la sécurité alimentaire et la nutrition à la paix et à la sécurité. Prenons notre destin en main et créons davantage d'opportunités et des économies robustes."

Les jeunes étant le groupe le plus affecté, cibler les jeunes est un moyen prometteur de relever les défis de développement et de stabilité associés à la réduction de la sécurité alimentaire. Pour s'attaquer efficacement au problème de la sécurité alimentaire et à ses nombreux liens, il faut passer d'une vision de la jeunesse comme un défi à une vision de la jeunesse comme un atout et un allié et œuvrer pour des systèmes alimentaires plus équitables. Le thème de la Journée internationale de la jeunesse en 2021 " *Transformer les systèmes alimentaires : Innovation des jeunes pour la santé humaine et planétaire* ", visait également à souligner que la transformation des systèmes alimentaires mondiaux n'aurait pas de sens sans la participation des jeunes.

3. RÉSULTATS ET POINTS À RETENIR

- Les systèmes alimentaires actuels se sont révélés incapables de garantir la sécurité alimentaire, pour l'heure et pour le futur. Ils ne sont absolument pas durables et nous devons innover pour en créer de nouveaux. La transformation des systèmes alimentaires fait donc partie intégrante de la sécurité alimentaire. La sécurité alimentaire existe lorsque tous les individus, quels qu'ils soient, ont un accès physique et économique à des besoins alimentaires suffisants et sûrs pour mener une vie active et saine. La sécurité alimentaire est complète lorsque des aliments nutritifs sont disponibles, accessibles, abordables, utilisés, stables et sûrs pour tous.

- La sécurité alimentaire est inextricablement liée à la santé, au climat, à la paix et à la sécurité, entre autres. Il est donc nécessaire d'adopter une approche plus holistique et systématique de sa politique et de sa pratique. Par conséquent, la sécurisation n'est pas suffisante en soi, elle doit aller de pair avec d'autres secteurs pertinents. Par exemple, les transports et l'énergie qui jouent un rôle essentiel dans la production et la distribution des aliments.
- L'Afrique n'est pas sur la bonne voie pour éliminer la faim et lutter contre la malnutrition. Cependant, les jeunes offrent une opportunité de renverser cette situation. Pour tirer parti de cette opportunité, il faut une inclusion et une participation significatives, un transfert de connaissances intergénérationnel, un partenariat et d'autres formes de soutien, un renforcement des capacités et la mise en œuvre de cadres pertinents à cet égard. En outre, il est nécessaire de créer un environnement plus propice à l'engagement significatif des jeunes dans le secteur agricole.
- La nécessité de redéfinir la perception de l'agriculture par les jeunes est apparue : d'un mode de vie à une entreprise commerciale génératrice de richesse, et d'une activité réservée aux personnes âgées à une opportunité lucrative pour les jeunes.
- Il est nécessaire d'investir et de renforcer la capacité des jeunes Africains à exploiter les nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique et les plateformes numériques afin de stimuler le flux d'informations et de connaissances, ainsi que les pratiques agricoles modernes.
- Les gouvernements et les institutions doivent veiller à ne pas adopter une approche politique unique. Il est nécessaire de reconnaître les spécificités du contexte dans leur réactivité. Ils doivent faire la distinction entre les objectifs à long et à court terme, et comprendre la demande et l'offre du secteur agricole. Pour les gouvernements et les institutions, il est également nécessaire de remédier au problème du défaut de mise en œuvre.
- . Les start-ups (nouvelles entreprises) doivent être alignées sur les innovations technologiques ou numériques dans l'agriculture. Elles peuvent utiliser les innovations technologiques au niveau communautaire pour résoudre les problèmes locaux de manière locale. Résoudre un problème local avec une solution locale est un moyen de renforcer la réactivité des start-ups aux besoins mondiaux.
- Les jeunes doivent acquérir des connaissances, une expertise et un réseau adéquats en rapport avec le sous-secteur de l'agriculture dans lequel ils cherchent à investir.
- La Zone africaine de libre-échange continental offre une énorme opportunité de transformer les systèmes alimentaires et de créer des richesses et des emplois pour la jeunesse africaine. Sa mise en œuvre, qui vise à faciliter la circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, doit donc être exploitée au profit du secteur agricole.
- L'inclusion des femmes, en particulier des jeunes femmes, est essentielle pour atteindre la sécurité alimentaire sur le continent africain.

4. COMPTE RENDU DES ALLOCUTIONS DE BIENVENUE ET D'OUVERTURE, DU DISCOURS LIMINAIRE, DE LA SESSION 1, DE LA SESSION 2 ET DES REMARQUES DE CLÔTURE.

- **Allocutions de bienvenue et d'ouverture**

Mme Lettie T. Longwe, Directrice par intérim du Programme pour la paix et la sécurité en Afrique (APSP) et Cheffe du Secrétariat du Forum de Tana, Institut d'études sur la paix et la sécurité (IPSS), a prononcé le discours d'ouverture. Tout en réitérant le rôle positif de la jeunesse, elle a précisé que la dévastation et la portée des conflits et de l'instabilité affectent tous les membres de la communauté. Se fondant sur ce prérequis, un appel a été lancé aux jeunes pour qu'ils participent aux processus qui renforcent la paix, la sécurité et le développement et qu'ils s'abstiennent de participer à des activités qui les menacent. Selon Mme Longwe, dans le contexte de la sécurité alimentaire, la participation des jeunes peut également apporter de manière positive de nouvelles idées, des énergies, des innovations et favoriser l'adaptation de nouvelles technologies dans les systèmes agricoles afin d'améliorer le statu quo. En outre, elle a noté l'impact du dérèglement climatique et de la pandémie du Coronavirus (Covid-19) sur la sécurité alimentaire et sur l'alimentation, la paix et la sécurité. Dans ce contexte, Mme Longwe a souhaité que les discussions avec les jeunes soient fructueuses et débouchent sur des solutions pratiques. Mme Longwe a remercié l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) pour sa collaboration et a souhaité un grand succès au forum.

Le Professeur Hubert Gijzen, Directeur du Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Est, Nairobi, a souhaité la bienvenue à tous et célébré la Journée internationale de la jeunesse. Ayant noté le thème global, "*Transformer les systèmes alimentaires : L'innovation des jeunes pour la santé humaine et planétaire*", et reconnu les autres événements et discussions en accord avec ce thème, il a affirmé que la sécurité alimentaire est essentielle à la réalisation de l'Agenda 2030 et de l'ensemble des 17 ODD. D'un point de vue historique, il a souligné que la sécurité alimentaire a toujours été un défi, y compris avant l'évolution néolithique. L'importance, selon lui, est mise en évidence par le positionnement de la sécurité alimentaire dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Le professeur Gijzen a ajouté que la production alimentaire est plus que suffisante pour nourrir tous les habitants de la planète, mais que 811 millions de personnes souffrent, chaque jour, de la faim. Il a également noté qu'environ 256 millions de personnes sur 1,3 milliard en Afrique souffrent d'une grave insécurité alimentaire. En outre, la complexité de l'insécurité alimentaire, qui implique la production, la distribution, la disponibilité locale, le caractère abordable et la valeur nutritionnelle, lie intrinsèquement l'insécurité alimentaire à la sécurité de l'eau et de l'énergie, par exemple. Selon le professeur Gijzen, cette situation constitue une menace pour la réalisation de tous les Objectifs du Millénaire pour le Développement et offre un terrain fertile pour les conflits et l'instabilité, et contrecarre la promesse de la communauté internationale de ne laisser personne de côté. Il a donc réaffirmé que les systèmes alimentaires actuels ne sont absolument pas durables et que nous devons innover pour en créer de nouveaux. L'impact du système alimentaire mondial sur l'utilisation de l'eau (et vice versa), les terres habitables et arables, l'écosystème, la santé des personnes et la biodiversité, la déforestation et la pollution à effet de serre, entre autres, ont été cités en

exemple. Il a reconnu que la transformation des systèmes alimentaires est un objectif ambitieux, mais nécessaire et opportun. Des préoccupations ont également été exprimées à l'égard des milliards de personnes qui viendront habiter la planète dans les prochaines décennies.

À cet égard, le besoin d'innovation, de créativité et d'ouverture d'esprit par un engagement significatif des jeunes a été souligné. Le professeur Gijzen a donc déclaré que le pré-forum était un pas important dans la bonne direction, notant que les jeunes sont des acteurs clés, des partenaires et des moteurs du changement. Il va sans dire que la plateforme répond au besoin impératif de capitaliser sur les voix, les perspectives, les innovations et la pensée critique des jeunes cars, les jeunes ont démontré leur capacité dans le passé, comme leur réponse à la pandémie du Covid-19. Cependant, il a également noté qu'un hybride d'innovation et de créativité combiné aux connaissances traditionnelles et endogènes est important. Citant le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Gutierrez, "*Les jeunes ne peuvent pas le faire seuls, ils ont besoin d'alliés*", il a reconnu l'opportunité et l'importance de la collaboration qui a permis à la Consultation des jeunes du Forum pré-Tana de faciliter un dialogue franc et ouvert pour discuter d'une question telle que la sécurité alimentaire. Il a complété ses remarques en déclarant que la consultation des jeunes avant le Forum de Tana alimenterait également les préparatifs d'autres événements phares majeurs tels que la Biennale de Luanda du 4 au 8 octobre 2021 - "Forum panafricain pour la culture de la paix" qui est une initiative conjointe de l'UNESCO et d'autres partenaires, et le 10^{ème} Forum de Haut niveau de Tana sur la paix et la sécurité en Afrique du 25 au 29 novembre. Il a conclu en reprenant les mots du Secrétaire général des Nations unies : "*Assurons aux jeunes une place à la table des négociations alors que nous construisons un monde fondé sur un développement inclusif, équitable et durable pour tous*".

- **Discours d'ouverture**

Dr Janet Edeme, Cheffe de la Division, Économie rurale et Agriculture, a prononcé le discours d'ouverture. Elle s'est réjouie de sa participation et a transmis les salutations du Commissaire à l'Économie rurale et à l'Agriculture de la Commission de l'Union africaine (CUA), qu'elle a décrit comme étant passionné par la promotion du Programme des jeunes et la transformation des systèmes alimentaires sur le continent.

Le rôle central des systèmes alimentaires dans la vie quotidienne, le bien-être et la paix et la stabilité de la société a été réitéré, alors que l'augmentation de la population d'ici 2050, parallèlement aux défis du dérèglement climatique et de la pandémie du Covid-19, a été souligné. Dr Edeme a en outre déclaré qu'environ 20 % de la population du continent, qui représente environ 256 milliards de personnes, souffre d'une grave insécurité alimentaire. Les principaux facteurs de cette situation sont les conflits croissants, l'instabilité, le changement climatique, le ralentissement économique et la récession. Sur cette base, il a été affirmé que l'Afrique n'est pas sur la voie de l'élimination de la faim d'ici 2030. Dans ce contexte, un appel à une réponse urgente pour transformer les systèmes alimentaires au niveau mondial, continental, régional et local a été lancé. Au regard de ce qui précède, l'instrumentalité de la démographie des jeunes a été fortement soulignée, en faisant valoir qu'avec le soutien approprié et un environnement favorable, la contribution des jeunes est une nécessité car la transformation des systèmes alimentaires n'aura pas de sens sans eux.

Les jeunes sont devenus une priorité politique importante pour les cadres internationaux et régionaux, ce qui réitère et stimule l'inclusion des jeunes, ainsi que la participation significative des jeunes et les programmes axés sur les jeunes dans les systèmes agroalimentaires sur le continent.

Dr. Edeme a conclu en évoquant l'impact des conflits sur les systèmes alimentaires, et vice versa. Elle a également noté que le système alimentaire actuel contribue aux problèmes de santé, de climat, de paix et de sécurité sur le continent. Pour le résoudre, il faut donc une action collective et une inclusion significative des jeunes. Plus important encore, les systèmes alimentaires durables et résilients devraient être construits autour des jeunes par le biais d'investissements dans les processus décisionnels et en soutenant leurs idées et actions innovantes. Dr Edeme a remercié les participants pour leur attention.

- **Session 1 : Insécurité alimentaire et stabilité en Afrique, leur impact sur les jeunes**

M. Yonas Berhane, coordinateur de la communication et de la gestion des profils, Programme pour la paix et la sécurité en Afrique (APSP), Institut d'études sur la paix et la sécurité (IPSS), a animé la session. Il a commencé par rappeler le caractère essentiel et critique du thème car les jeunes sont les plus affectés par les problèmes de sécurité alimentaire. L'objectif général était d'évaluer et d'explorer l'insécurité alimentaire et la stabilité en Afrique dans la mesure où elle a un impact sur les jeunes. Les points de discussion de la première session ont permis d'aborder le concept de sécurité alimentaire et les déterminants de l'insécurité alimentaire, ainsi que les liens entre la sécurité alimentaire et la paix et la sécurité durables. En outre, la session a cherché à explorer l'état de la sécurité alimentaire en Afrique et à identifier les causes de l'insécurité alimentaire avec un accent particulier sur l'instabilité politique et sociale, les conflits, la mauvaise gouvernance, les crises pré- et post-électorales et l'impact de la pandémie du Covid19, y compris son lien avec la jeunesse, la paix et la sécurité. Dans l'ensemble, M. Berhane prévoit qu'il existe sans aucun doute un besoin d'engagement et de réponses collectives pour lutter contre l'insécurité alimentaire en Afrique. Il a ensuite présenté le premier intervenant du panel, Dr Chimimba David Phiri.

Le premier intervenant a commencé par définir et conceptualiser la sécurité alimentaire. Selon lui, *"la sécurité alimentaire existe lorsque toutes les personnes de tous types ont un accès physique et économique à des besoins alimentaires suffisants et sûrs pour mener une vie active et saine"*. Il a ajouté que les principes fondamentaux de la sécurité alimentaire sont la disponibilité, l'accès (ressources économiques et physiques pour acquérir un régime alimentaire nutritif), l'utilisation, la stabilité (qui inclut l'élément temps) et la sécurité. Si l'un de ces éléments fait défaut, on peut s'attendre à une insécurité alimentaire et à la malnutrition sous toutes ses formes. Ainsi, le degré de leur présence détermine la sécurité alimentaire. D'une part, l'impact des conflits et des conflits prolongés sur le secteur agricole a été souligné et réaffirmé ; cela inclut les cultures, le bétail et la migration forcée. Globalement, la production alimentaire est donc affectée négativement. D'autre part, les systèmes alimentaires existants ont été examinés et jugés comme l'un des principaux moteurs de l'insécurité alimentaire, principalement en raison de leur non-durabilité et de leur manque de pertinence. Globalement, cela met en évidence le lien entre l'humanitaire, la paix et le

développement. L'Afrique n'étant pas sur la voie de l'éradication de la faim et de la malnutrition, la pandémie a porté un coup dévastateur au continent à cet égard.

L'insécurité alimentaire, selon Dr Chimimba David Phiri, premier intervenant, affecte l'éducation, la santé et la santé mentale, et alimente dans une large mesure l'insécurité humaine. Tout d'abord, l'insécurité alimentaire entraîne l'abandon de l'école, la malnutrition qui rend les humains vulnérables aux problèmes de santé, et la santé mentale. En particulier, le nombre de décès dus à la maladie du Covid-19 est plus élevé chez les personnes souffrant de malnutrition ou ayant un système immunitaire faible. L'insécurité alimentaire est également un facteur qui pousse les jeunes à rejoindre des groupes armés ou extrémistes pour gagner leur vie. Dr Chimimba a conclu en soulignant le changement progressif de paradigme, l'agriculture n'étant plus une activité réservée aux personnes âgées, mais une activité à laquelle les jeunes, y compris les jeunes instruits, souhaitent et cherchent à participer.

Le modérateur a repris les points clés de Dr Chimimba David Phiri et a présenté la deuxième intervenante, Mme Sylvia Akankwasa, qui s'est exprimée en tenant compte du contexte ougandais. Le degré de chômage a été mis en évidence, en particulier parmi les diplômés, dont beaucoup se tournent vers l'auto-emploi ou le secteur informel, et un appel a été lancé pour une participation significative des jeunes. Dans la même veine, le niveau d'éducation des diplômés ne leur permet pas de participer efficacement à l'agriculture, que ce soit en matière de politique ou de pratique. En outre, la perception de l'agriculture comme une activité de dernier recours affaiblit sa priorité, contribuant ainsi à l'insécurité alimentaire.

Le troisième intervenant, M. Keith Andere, Directeur des programmes de la Commission africaine pour la jeunesse, a poursuivi la conversation sur l'intersection entre l'emploi et le secteur agricole. Selon lui, une faiblesse importante à laquelle il faut remédier est la faible capacité du secteur agricole africain à générer de la richesse. La commercialisation est faible et l'agriculture est plutôt considérée comme un mode de vie et non comme une activité génératrice de richesse. Cela a un impact sur la chaîne de valeur. Il a néanmoins souligné la nécessité d'utiliser les nouvelles technologies, telles que l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique, pour promouvoir les pratiques agricoles modernes. En outre, dans sa conceptualisation de la jeunesse dans ce contexte, il a fait valoir que les jeunes ne sont pas homogènes. Ils sont également divisés selon des critères politiques, socio-économiques, géographiques, identitaires, d'alphabétisation et d'éducation.

Les trois principales contraintes à l'engagement significatif des jeunes dans l'agriculture sont : l'accès à la terre (en particulier pour les jeunes femmes), l'accès au financement/capital, et les barrières structurelles. Il a recommandé les mesures suivantes : initiative de développement des compétences en vue de l'obtention de revenus, transfert de compétences, propriété locale/investissement et soutien dans les technologies agricoles et les jeunes entreprises locales, et croissance économique inclusive, entre autres. Selon le troisième intervenant, M. Keith, la croissance agricole n'est pas suffisante à elle seule, elle doit être associée à d'autres secteurs pertinents ; il est nécessaire de procéder à une analyse comparative des interventions en faveur des jeunes par rapport aux pratiques agricoles

traditionnelles afin de mieux comprendre une approche inclusive des jeunes. En outre, les décideurs politiques doivent éviter une solution unique en faisant la distinction entre les objectifs à long et à court terme, en examinant les solutions du côté de l'offre et de la demande et en tenant compte du contexte local. L'insécurité alimentaire étant un facteur d'incitation et d'attraction des conflits, la campagne "*Faire taire les armes*" de l'Union africaine (UA) s'inscrit dans ce contexte.

La session de questions-réponses a commencé par une question posée à Dr Chimimba : Comment les politiques nationales peuvent-elles être liées aux lois internationales pour identifier les écarts entre la sécurité alimentaire et la paix et la stabilité ? Il a répondu en déclarant que la lacune entre la signature d'accords et d'engagements internationaux et leur traduction dans la domestication ou l'action/la mise en œuvre de politiques intra-étatiques fait cruellement défaut. Cela entrave la sécurité alimentaire et une nutrition saine sur le continent. La question "Comment et dans quelle mesure ces lois et politiques ont-elles été mises en œuvre ou opérationnalisées ?" est un exemple de question qu'il juge importante dans ce contexte. Il a ensuite conclu en recommandant une plus grande cohérence entre ce que les pays signent et ce qu'ils font sur le terrain. La deuxième question s'adressait à Mme Sylvia Akankwasa : Quelles sont les lacunes structurelles et juridiques qui ont rendu la sécurité alimentaire difficile en Afrique ? Dans le contexte ougandais qu'elle a évoqué, le manque de sensibilisation et de mise en œuvre a été souligné. De nombreux jeunes et citoyens ne sont pas informés et ne sont pas sensibilisés aux lois et politiques existantes qui pourraient être mises à profit, et le manque de mise en œuvre de ces lois et politiques a été noté. Le manque de ressources financières ou d'engagement des décideurs politiques pour rendre les politiques opérationnelles a également été mentionné comme une lacune majeure.

"Quels sont les scénarios possibles pour assurer l'alimentation des jeunes et mettre fin à la faim dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'UA, et quels sont les progrès réalisés jusqu'à présent ?" Telle était la question posée à M. Keith Andere. Sa réponse a commencé par reconnaître l'existence et l'importance des cadres internationaux et régionaux dans le cadre du thème, et a cité quelques exemples. Il a poursuivi la discussion en affirmant que la sécurisation de l'alimentation des jeunes doit être considérée comme un écosystème systématique holistique dans le contexte de la sécurisation de l'alimentation. Par exemple, 30 % des aliments sont perdus après la récolte, ce qui représente une part énorme de la récolte et des bénéfices pour les agriculteurs. Le traitement post-récolte doit donc être plus sûr. Partant de ce principe, il a plaidé pour la nécessité de trouver un moyen de combler cet écart afin que l'Afrique ne perde pas après la récolte. En outre, il a souligné la nécessité de rendre les politiques et l'environnement plus propices à l'essor de l'industrie manufacturière, car c'est au cours du processus d'ajout de valeur que nous pouvons sécuriser ce que nous utilisons après la récolte. Reconnaissant que l'Agenda 2063 est une longue période pour la jeunesse actuelle, il a suggéré des opportunités qui se trouvent en 2030, qui peut être une feuille de route plus immédiate, mais qui contribue toujours à la réalisation de l'Agenda 2063. Cependant, il reste encore beaucoup à faire en termes de politiques et d'engagement des jeunes pour soutenir le secteur agricole et d'autres domaines connexes. Il a conclu en évoquant l'opportunité qu'offre la ZLECAf et a souligné les problèmes liés aux transferts d'argent transfrontaliers, qui constituent un obstacle dans le contexte de l'agriculture pour la vente de produits, le paiement des fournisseurs et la réception des paiements. Cet exemple a été utilisé pour



Tana High-Level Forum
on Security in Africa



IPSS



réitérer le fait que les différents piliers du secteur agricole sont tout aussi importants pour la sécurité alimentaire sur le continent.

La question posée à M. Keith Andere était la suivante : "La technologie et l'innovation sont des outils importants pour le système alimentaire, mais cela peut-il creuser le fossé technologique ?". Bien que le fossé entre les classes créées par la technologie et l'innovation soit reconnu, M. Keith a noté qu'il y a du bon et du mauvais dans la technologie, car certaines ont des conséquences négatives sur l'écosystème de la terre, ce qui constitue une menace pour la sécurité alimentaire et la santé humaine. Quoi qu'il en soit, il est nécessaire de s'assurer que personne n'est laissé pour compte ; la priorité doit donc être donnée à la promotion de la culture numérique dans les communautés. Pour y parvenir, il est nécessaire de renforcer la collaboration entre les institutions et les organisations de jeunes. En outre, il est nécessaire de s'assurer que les jeunes soient aux commandes.

Dr Chimimba a répondu à la question "Comment pouvons-nous rendre le secteur agricole attrayant pour les jeunes en Afrique". En effet, les diplômés et les jeunes hésitent à se lancer dans l'agriculture. À la base de cette hésitation, il y a la perception de l'agriculture comme un mode de vie et non comme une activité créatrice de richesses ; en même temps, il y a beaucoup d'incitations dans le secteur agricole. Pour rendre le secteur plus attractif, il est toutefois avantageux de se concentrer sur ce que les jeunes font déjà : cela implique l'utilisation de la technologie, car beaucoup ne seraient pas intéressés par l'utilisation d'une pelle à main pour creuser les terres. Dans ce contexte, le renforcement des capacités et le développement de l'expertise sont essentiels. Il a souligné qu'il existe des poches d'arrangements institutionnels au niveau continental dans ce contexte pour les entrepreneurs agricoles. Ainsi, pour plus d'efficacité, il a recommandé une approche plus systématique et plus inclusive (pour les femmes). La question suivante était pour Mme Sylvia Akankwasa concernant l'impact des engrais sur la terre et son implication pour la santé de la terre et la sécurité alimentaire. Dans son exploitation, elle utilise des engrais organiques qu'elle recommande comme étant inoffensifs.

L'avant-dernière question s'adressait à M. Keith Andre et portait sur la manière de résoudre le problème des jeunes concernant le capital des start-ups dans le secteur agricole et l'utilisation des connaissances endogènes pour une meilleure productivité. M. Keith a noté que les start-ups doivent être alignées sur les innovations technologiques ou numériques dans l'agriculture. Une façon d'y parvenir est d'utiliser les innovations technologiques au niveau communautaire pour résoudre les problèmes locaux de manière locale. En effet, résoudre un problème local avec une solution locale est un moyen de renforcer la réactivité de la Start-Up aux besoins mondiaux. En ce qui concerne les finances, une approche holistique est nécessaire. Alors que les États membres de l'UA tentent d'apporter leur soutien via diverses initiatives et investissements, des mécanismes de financement internes doivent également être mis en place. Les jeunes doivent être les ambassadeurs des entreprises dirigées par des jeunes, de sorte qu'ils investissent également en eux-mêmes. Les jeunes devraient être les premiers champions à investir dans les entreprises agricoles des jeunes. En outre, il serait utile de traduire le contenu utile de l'internet dans les langues africaines. Il s'agit de tirer parti des technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle (IA) pour traduire les connaissances existantes, et de collecter, préserver et exploiter les connaissances indigènes pour un bénéfice localisé dans les langues maternelles.

Dr Chimimba a répondu à la dernière question : Comment pouvons-nous renforcer la voix des jeunes pour qu'ils participent davantage aux politiques de sécurité alimentaire et d'agriculture ? L'exclusion des jeunes dans les processus politiques a été reconnue. Cependant, il a plaidé en faveur de la nécessité pour les chefs de gouvernement et ceux qui ont le pouvoir de rassemblement de faire prendre conscience aux gouvernements de l'importance de l'inclusion des jeunes. En outre, les organisations militantes doivent également faire leur chemin et faire appel à l'intérêt des jeunes. Il a conclu en soulignant que tout le monde ne se lance pas dans l'agriculture, mais que ceux qui choisissent de le faire devraient bénéficier d'incitations et être inclus dans les politiques et leur examen. Un appel a été lancé à tous les participants pour leur rappeler qu'ils ont un rôle à jouer à cet égard.

- **Session 2: L'innovation des jeunes pour une paix et une sécurité durables en Afrique**

S.E. M. Parfait Onanga-Anyanga, Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Corne de l'Afrique, a modéré cette session. Dans son discours d'ouverture, il a remercié le Secrétariat de la TANA et l'UNESCO d'avoir organisé cette réunion opportune sur l'une des préoccupations existentielles de l'humanité, en étroite collaboration avec l'Institut d'études sur la paix et la sécurité (IPSS) de l'Université d'Addis-Abéba. Il a reconnu l'alignement de cette réunion sur l'objectif ultime des Nations unies (ONU) d'un avenir fort, sûr et équitable pour tous. Il a également félicité les participants et réitéré l'importance du discours en soulignant l'état de l'insécurité alimentaire en Afrique, en particulier en termes de ses liens avec le changement climatique et la pandémie de Covid-19. Le changement climatique continue d'affecter les systèmes alimentaires et la sécurité alimentaire, et la pandémie a aggravé la situation. Le rôle positif de la jeunesse a été reconnu pour renverser l'impact négatif et la résilience. Il a également insisté sur la question du chômage. Il a ensuite présenté le premier intervenant, M. Romilson Silveira, président du Réseau panafricain de la jeunesse pour la culture de la paix /PAYNCOP/, qui n'était pas présent à ce moment-là en raison de problèmes techniques. L'oratrice suivante, Mme Chioniso Michelle Murinda, membre de FemWise et déléguée du Sommet de la jeunesse du Groupe de la Banque mondiale, possède des compétences et une étonnante expérience.

L'orateur a commencé par des salutations et a abordé le vif du sujet en soulignant l'augmentation de la population des jeunes et les défis auxquels ils sont confrontés. Cela concerne en particulier l'autonomisation et l'employabilité. Pour y remédier, une approche multipartite a été recommandée. Ayant critiqué l'environnement politique qui maintient la jeunesse dans une direction qui peut menacer les systèmes alimentaires. Après avoir souligné l'importance du Programme Jeunesse, Paix et Sécurité (YPS), elle a plaidé pour l'inclusion des jeunes à tous les niveaux où la participation politique et économique des jeunes est autorisée. Selon Mme Michelle, cela aura une influence directe sur la façon dont les jeunes peuvent jouer un rôle dans les systèmes alimentaires et la durabilité de l'alimentation, car cela provoquera plus d'innovation pour les systèmes alimentaires et la durabilité de l'alimentation.

En outre, le fossé infrastructurel a été discuté, notamment en termes d'énergie et de transport. Tout d'abord, l'absence ou la limitation des sources d'énergie (électricité) limite la production alimentaire et la productivité des systèmes alimentaires. L'énergie solaire, par

exemple, ne bénéficie pas des investissements nécessaires. Deuxièmement, la distribution en termes de transport est un problème. Il s'agit de la sécurité des routes, en particulier dans les zones d'insécurité ou de conflit, et du manque de routes pour une distribution efficace des aliments. Réaffirmant que les systèmes alimentaires ne se limitent pas à l'agriculture, elle a fait valoir que les modes et régimes commerciaux et le financement constituent également un défi majeur pour la sécurité alimentaire. Elle a également mentionné que le développement de l'information et de la communication (TIC) peut également être stimulé dans le contexte des systèmes alimentaires. Elle a également plaidé pour que l'on ne définisse pas la jeunesse en fonction de l'âge uniquement, et a déclaré que les groupes en transition peuvent être plus bénéfiques pour les systèmes alimentaires et la nature holistique des politiques.

Après avoir souligné que l'approvisionnement, la distribution et la consommation en Afrique ne sont pas durables, elle a abordé la question de l'Afrique en tant que producteur primaire qui dépend principalement d'autres pays pour sa production. Elle a cité en exemple la dépendance à l'égard de l'Occident pour la production de vaccins, tout en notant que les matières premières proviennent du continent. En outre, le continent est constitué de zones largement rurales et l'écart entre celles-ci et les centres urbains est malsain, d'où la nécessité de décentraliser ces centres urbains. En considérant les jeunes comme des acteurs clés, elle a souligné la nécessité de financer leur participation. En substance, il faut mettre à disposition des capitaux pour qu'ils puissent se procurer et acquérir ce qui est nécessaire en termes de ressources et de compétences dans le contexte du secteur agricole. En guise de conclusion, elle a évoqué la différence de classe, soulignant que les jeunes ne constituent pas un groupe homogène.

Dans sa conclusion, elle a recommandé la nécessité de créer un environnement propice et de faciliter l'inclusion des jeunes dans les processus politiques et l'engagement des jeunes dans le secteur privé : de l'étape de la cartographie et de la planification à sa mise en œuvre. L'environnement socio-économique doit s'améliorer, de même que le soutien institutionnel aux jeunes, afin d'inverser le comportement délinquant de nombreux jeunes, notamment ceux qui ne sont pas intéressés par l'activisme ou la révolte, mais qui ont simplement abandonné la vie et attendent de mourir. La transparence et la responsabilité au sein des systèmes alimentaires, ainsi que l'amélioration de la mise en réseau des jeunes au niveau continental ont également été mentionnées. Le commentaire du modérateur a souligné comment sa présentation a mis en évidence des questions interdépendantes qui n'ont peut-être pas été abordées dans le débat sur les systèmes alimentaires, comment elle présente une dimension de la politique comme une institution qui touche tous les aspects de la société.

La présentation de l'orateur suivant, M. Eskender Mulugeta, fondateur et directeur de projet, *Food Secured Schools Africa*, Éthiopie, s'est inscrite dans le droit fil des discussions précédentes et a ajouté qu'en tant qu'agronome, les conflits concernant les terres agricoles, la nourriture et la survie sont naturels et ne peuvent être ignorés. Cependant, il a noté que si le secteur agricole prospère et est bien traité, les conflits peuvent être réduits et la paix peut être plus durable. Il a conclu avec les points clés suivants. Premièrement, il faut davantage de praticiens car l'absence de précurseurs en matière de richesse agricole est symptomatique de la négligence du secteur ; deuxièmement, l'échange de bonnes expériences est bénéfique et l'application des modèles ougandais dans les jardins scolaires en Éthiopie en est un exemple.

Le modérateur a reconnu le caractère pratique de la présentation de M. Eskender, et a mentionné sa réitération de la nécessité de s'éloigner de la politique toxique pour présenter des résultats concrets, et des investissements concrets dans l'agriculture et les systèmes alimentaires et la chaîne de valeur. Il a poursuivi avec le lien entre l'alimentation, la sécurité, la terre, et démontré comment le potentiel de croissance a été compromis par une politique exclusive. Ensuite, l'orateur suivant, Mme Shila Salim, Développement durable de la jeunesse, Kenya, a été présentée. Elle a commencé par souligner que les politiques jouent un rôle très important dans la mise en place d'un environnement durable et propice au fonctionnement et à la prospérité des systèmes alimentaires. Elle a corroboré les points de vue des autres intervenants avec les résultats d'une recherche menée par son organisation dans cinq comtés du Kenya, à savoir : Kilife, Mabueni, Machakos, Tichatalata, Mugoma. Dans ce contexte, elle a plaidé pour l'inclusion des jeunes dans les processus politiques : les jeunes sont-ils impliqués dans la formulation de ces politiques ? Sont-ils capables de comprendre ces politiques ? Qu'est-ce qui est mis dans ces politiques ? Ces politiques parlent-elles aux jeunes ?

Elle a ajouté que les médias sociaux sont un espace utile pour promouvoir les systèmes alimentaires à cet égard. Ainsi, sommes-nous en mesure d'intégrer l'utilisation des médias sociaux et des systèmes alimentaires pour faire en sorte que les gens comprennent le rôle qu'ils jouent dans les systèmes alimentaires ? Car les systèmes alimentaires et la sécurité alimentaire sont indissociables. Sans nourriture, il ne peut y avoir de force pour mener des processus de paix et de développement. Sur cette base, elle a plaidé en faveur d'une plus grande accessibilité à la nourriture, d'un prix plus abordable et d'une meilleure nutrition. Sa présentation est allée plus loin en affirmant la nécessité d'un modèle orienté vers le consommateur qui s'est avéré expansif en termes de destruction climatique et écologique.

Le coût de la vie et le coût de l'agriculture et de la production ont augmenté pour les agriculteurs, en particulier pour les petits exploitants. Cela s'explique par le manque de machines appropriées, de compétences pour faire fonctionner celles qui sont disponibles, ou de ressources pour les entretenir. En outre, l'agriculture a un rôle à jouer dans la réalisation du programme "Ne laisser personne de côté" et du développement durable, d'où l'accent mis sur des politiques inclusives et participatives. Elle a réaffirmé l'importance de l'innovation et de l'espace numérique, de la création d'un environnement politique favorable, du renforcement des capacités des jeunes en termes de politiques publiques, de durabilité, de production abordable, de l'examen minutieux des engagements pris par les dirigeants africains et des investissements. Elle a également ajouté la nécessité de maximiser les déchets par le recyclage.

Le modérateur a insisté à nouveau sur la nécessité de faire passer l'agriculture du niveau personnel au niveau politique, afin de donner un sens à l'agriculture sur le continent africain et de la relier au niveau mondial. L'agriculture devrait faire partie du projet de développement et de transformation de la société en tant que point d'entrée pour les politiques et les actions de transformation à l'échelle du continent et, bien sûr, de chaque pays. Le modérateur a signifié la fin de la session du panel, et a introduit la session publique aux participants.

Le premier intervenant a souligné la nécessité d'exposer les jeunes au domaine où ils peuvent acquérir les mains pratiques. En effet, le système scolaire des pays africains n'en fait pas assez,



Tana High-Level Forum
on Security in Africa



IPSS



même pour ceux qui étudient l'agriculture. Le deuxième intervenant s'est concentré sur la nécessité de rendre l'agriculture plus attrayante et de redéfinir la perception qu'en ont les jeunes, et a suggéré de l'introduire comme discipline et formation civique dans les programmes scolaires. L'intervenant suivant a souligné la nécessité d'organiser davantage de discussions comme celle-ci sur l'agriculture, et a mentionné la nécessité d'un transfert de connaissances intergénérationnel, ainsi que d'une sensibilisation par le biais des médias et des arts du spectacle. Un autre participant a souligné la nécessité de ne pas se concentrer sur les terres arables au détriment de l'élevage et de la pêche. En outre, il a été noté que les jeunes devraient également rechercher des informations sur l'agriculture et des réseaux pertinents avec d'autres jeunes.

M. Eskender Mulugeta a partagé son expérience sur l'accès à un marché crédible et a souligné les avantages des banques internationales dans le pays où il est domicilié, la nécessité d'être passionné par l'agriculture, de savoir dans quel sous-secteur de l'agriculture investir, de maximiser les plateformes numériques pour le réseautage, et de cultiver des aliments de subsistance pour vraiment saisir les potentiels de l'agriculture.

Dans leurs observations finales, les panélistes ont réitéré l'importance de l'agriculture pour le développement et la place des politiques en faveur de systèmes alimentaires durables, du mentorat et de la collaboration intergénérationnelle, d'une approche plus responsable de la protection de l'environnement et de l'alignement des programmes d'enseignement agricole sur les modèles climatiques. Le modérateur a mis fin à la session et a cédé la parole à Mme Lettie T. Longwe, Directrice par intérim de l'APSP et responsable du Secrétariat du Forum de Tana.

- **Conclusions**

Mme Longwe a prononcé le mot de la fin. Elle a apprécié la participation de tous au forum et a résumé les points clés de la conversation. Elle a ensuite exhorté les jeunes à être proactifs en n'attendant pas d'être invités, ils doivent exiger leur espace en étant eux-mêmes des agents de changement actifs du développement socio-économique. Elle a noté que beaucoup de choses ont été tirées de cette réunion et s'est engagée à ce que l'IPSS soit plus qu'heureuse de travailler avec l'UNESCO à l'élaboration d'une note d'orientation sur la sécurité alimentaire et la paix et la sécurité durables, comme résultat de cette réunion. Dans ses conclusions, elle a remercié l'UNESCO pour son partenariat et a exprimé le souhait que les participants prennent part au 10^{ème} Forum de Tana, où un certain nombre de sous-thèmes seront discutés sous le thème général de la gestion des menaces sécuritaires et du renforcement de la résilience pour l'Afrique que nous voulons.